IN Magazine n° 190 – Mars / Avril 2020

2 avril 2020

Démocratie ?

Un enfant est mort ! La douleur des parents est incommensurable… Et pourtant tarifée… pas plus de cinq jours ! Pour le gouvernement, les entreprises ne peuvent économiquement en supporter davantage. Pour le MEDEF, il vaut mieux un salarié absent quinze jours qu'un mois et demi en arrêt maladie. Après hésitations… quinze jours de congés pour le décès d'un enfant mineur. La messe est dite.

Didier Lallemend, préfet de Paris, faisait savoir que le gouvernent, le patronat et nous n'étions pas dans le même camp. Pour les uns, la douleur tarifée et juste le droit de vivre précairement et de travailler jusqu'au tombeau. Pour les autres, le luxe où le tout permis règne en maître comme l'illustre l'épiphénomène Benjamin Griveaux.

Les biens pensants de la Macronie et leurs semblables incriminent les réseaux sociaux et la mise en danger de la démocratie. Ils en profitent pour annoncer la mise en œuvre de lois liberticides. Pourtant, comme le souligne l'hebdomadaire Marianne «les réseaux sociaux ne sont ni les coupables, ni une menace pour la démocratie».

Internet est par nature un outil démocratique de débat. Il favorise l'interaction entre les citoyens, les associations, les syndicats, les partis politiques. Il permet l'accélération de la circulation de l'information et par certains aspects les actions collectives. Aussi, les réseaux sociaux bousculent les médias traditionnels qui omettent souvent d'informer sur les mouvements sociaux.

Avec le développement des réseaux sociaux, les médias, les pouvoirs publics ont perdu la maîtrise des échanges, le contrôle des images photographiques et vidéos… Les réseaux sociaux sont désormais des outils permettant à des femmes et des hommes de partager des idées, d'entrer en

contact et de se mobiliser sur toutes sortes de questions sans la médiation ni la censure des institutions.

Aussi, le gouvernement, les médias remettent en question internet et les réseaux sociaux comme outil démocratique et de lien social, sous le prétexte qu'ils seraient les vecteurs de fausses informations (fake news). Les tenants du pouvoir s'instaurent en garant de la bonne information, de l'ordre moral, du bien penser afin d'en garder le contrôle. Dans les faits, ils s'escriment à vouloir réduire les flux de la libre information. Celle qui échappe aux groupes financiers propriétaires de la quasi-totalité des médias. Ils se servent d'une réalité Internet susceptible de porter atteinte à la vie privée. Mais inversement les entreprises commerciales déposent des «mouchards» (cookies) dans le but de récolter des informations concernant l'internaute et ses habitudes.

Le véritable danger pour la démocratie et le lien social c'est la fracture numérique. L'utilisation d'internet est encore trop sélective
au regard des moyens financiers des familles C'est pourquoi nous revendiquons l'accès pour tous à Internet…

Patrice Bouillon
Secrétaire national d'Indecosa CGT